



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUE DE PRESSE

IL FAUT VIDER LE CONTENTIEUX DU BAC

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** a été saisie par les syndicats d'enseignants et suit depuis quelques jours la situation inouïe que vit l'école sénégalaise avec :

- Le boycott des examens
- Le boycott des conseils de classe
- La rétention des notes du deuxième semestre
- L'impasse des négociations
- L'absence de négociations avec les enseignants du moyen et du secondaire.

La **RADDHO** est gravement préoccupée par le désarroi dans lequel se trouvent les élèves qui attendent les résultats d'un diplôme qui risque de ne pas être reconnu au plan international.

Elle lance un appel aux autorités pour :

- L'ouverture immédiate et inclusive de négociations franches avec les enseignants ;
- La correction, dans les meilleurs délais, des épreuves du Bac ;
- Le bon déroulement du BFEM à venir.

La **RADDHO** invite le gouvernement à aborder la question de façon positive, c'est-à-dire de prendre en charge les droits économiques et sociaux des enseignants.

La **RADDHO** estime que le Droit à l'Éducation est un droit fondamental que l'État a le devoir de respecter scrupuleusement.

Fait à Dakar, le 10 juillet 2006

Le Secrétariat National